



## PROJET DE LOI DE SOUVERAINETE ENERGETIQUE

100 % libres  
...100 % vous !

### Une transition énergétique juste a besoin d'une politique industrielle qui crée une véritable dynamique d'emplois

Au moment où l'Union européenne cherche la parade à l'Inflation Reduction Act (IRA) américain et à la concurrence chinoise en matière d'énergies vertes, l'annonce de la réflexion du groupe suisse Meyer Burger visant à fermer l'une des plus grandes usines européennes de fabrication de panneaux solaires, située en Allemagne, pose plus que jamais la question des emplois de la transition écologique comme celle de la souveraineté industrielle.

Qu'il s'agisse des débats de programmation énergétique, des travaux du Conseil National de l'Industrie ou encore ceux du Conseil Supérieur de l'Énergie, la CFE Énergies a toujours défendu la nécessité de rechercher un alignement entre les politiques en matière d'énergie, de climat et d'industrie.

La CFE Énergies a tout autant dénoncé, dans les débats européens depuis 2019, le dogmatisme d'un Green Deal ne jurant que par les énergies dites vertes tout en éludant les impératifs de souveraineté industrielle, d'indépendance énergétique et de sécurité des approvisionnements, dont la crise russo-ukrainienne a durement fait prendre conscience.

La CFE Énergies regrette, après le dernier remaniement ministériel, le retrait soudain du volet programmatique du projet de loi de souveraineté énergétique lequel se limite désormais à des dispositions de régulation économique. Mais elle n'en reste pas moins satisfaite de voir que le Gouvernement souhaite engager la fin de l'AReNH, régulation mortifère et plus que défavorable aux investissements industriels, lesquels sont pourtant indispensables aux objectifs de décarbonation et de sécurité des approvisionnements.

La CFE Énergies salue aussi la volonté de bâtir un cadre favorable aux investissements dans les capacités hydroélectriques du pays et donc d'assurer la pérennité d'une filière industrielle d'excellence.

En tant qu'organisation syndicale responsable, la CFE Énergies est persuadée que le soutien aux filières industrielles existantes et au développement de nouvelles filières industrielles, est la condition d'emplois durables, qualifiés et industriels dans le secteur français de l'énergie.

Cette approche industrielle et sociale est la clef de voûte d'une transition énergétique juste parce qu'offrant aux salariés des emplois de qualité, loin d'une approche de la transition se limitant à importer des équipements conçus et fabriqués hors d'Europe pour les installer sur le Vieux Continent, sans réelle création d'emplois industriels ni réelle valeur ajoutée. La transition énergétique ne se fera pas sans les salariés !

La CFE Énergies considère donc que le rapprochement entre l'industrie et l'énergie engagé à l'occasion du dernier remaniement, est plutôt de nature à aligner la politique énergie-climat avec le retour d'une véritable politique de souveraineté industrielle. C'est pourquoi elle appelle le Gouvernement à définir sans plus tarder les objectifs d'une véritable programmation énergétique afin de soutenir les filières industrielles de la transition énergétique.

Au-delà des objectifs de la filière nucléaire, qu'il s'agisse du parc existant ou du développement de nouvelles capacités, le Gouvernement doit aussi et d'urgence définir ceux des filières des énergies renouvelables thermiques et gazières qui constituent de véritables filières industrielles de souveraineté. Il devra également réaffirmer la place essentielle des réseaux, gazières comme électriques, dans la réussite de la transition énergétique.